



# **RAPPORT DE SEPTEMBRE 2016**

## **0. INTRODUCTION**

Le présent rapport évoque les différentes violations des droits humains commis dans différentes localités du pays au cours du mois de septembre 2016. Il met en exergue tous les cas de violation des droits humains recensés : les personnes tuées, blessées, enlevées et portées disparues, torturées, arrêtées arbitrairement et détenues illégalement.

Ce rapport commence par une analyse contextuelle de la situation sécuritaire, politique, judiciaire et sociale car cela est une condition sine qua non pour bien apprécier l'évolution du respect des droits humains dans notre pays.

Enfin, nous terminerons par une conclusion avec quelques recommandations pour une amélioration du respect des droits humains au Burundi.

## **1. CONTEXTE SECURITAIRE, POLITIQUE, JUDICIAIRE ET SOCIAL**

### **1.1. Point de vue sécuritaire**

Au cours du mois de septembre 2016, la situation sécuritaire a fortement été perturbée. Cela reste une situation déplorable depuis que le Président Pierre NKURUNZIZA s'est arrogé délibérément le droit à un troisième mandat à la tête du pays et cela, au vu et au su de la population burundaise et de la communauté internationale. Aujourd'hui, la situation est caractérisée par des attaques des hommes armés non identifiés sur les voies publiques avec des embuscades qui se multiplient au jour le jour, des attaques à la grenades qui dans les bistrotts qui dans les ménages, des fouilles perquisition où plusieurs personnes sont arrêtées arbitrairement, torturées et détenues illégalement s'elles ne sont pas victimes de disparition forcée.

Les faits suivants en disent long :

En date du 3 septembre 2016, une fouille perquisition a été faite dans la prison centrale de Mpimba située en zone Musaga dans la Mairie de Bujumbura. La police a dit avoir saisi un chargeur du fusil Kalachnikov contenant 24 cartouches dans la cellule de deux prisonniers. Ces derniers ont directement été conduits au SNR. Ces deux prisonniers étaient emprisonnés pour différentes infractions. L'un était poursuivi pour viol et le second pour vol selon des sources à Mpimba. Les prisonniers des cellules voisines n'ont cessé de dénoncer un montage fait pour leurs collègues.

En date du 4 septembre 2016 vers 16 heures, un groupe de bandits armés de fusils et couteaux ont envahi le domicile de Jacques MANIRAKIZA se trouvant sur la colline Gihinga, zone Mwaro en commune Kayokwe, province Mwaro. Ils ont volé tout l'argent que sa femme avait dans sa cachette, puis ils se sont dirigés dans son dépôt des produits BRARUDI où ils ont volé tout l'argent que le boutiquier avait sur lui. Deux voleurs ont pris le large à bord de motos, tandis que les autres se sont repliés à pied. Après leur départ, la famille a crié au secours et c'est ainsi que la police et les militaires du camp Mwaro ont pu capturer deux de ce groupe de bandits. Les sources policières qui ont confirmé les faits ont dit que ces bandits proviennent de la commune Ndava. Les présumés bandits ont été conduits au cachot de police de Gihinga. Il s'agit d'Anatole ABIMANA (24 ans) et Clovis EMERUSABE (22 ans), tous de la colline Kigarama, zone et commune Ndava.

Dans la nuit du 7 septembre 2016, sur la colline Kampezi, commune Ryansoro, province Gitega, 7 personnes dont un enfant ont été blessées au cours des tirs des policiers. La cause de cette fusillade est, d'après le chef de zone de Mahwa, liée au fait qu'un des policiers s'est vu arraché le fusil. D'après ce chef de zone, l'enfant aurait été tiré dessus par mégarde parce qu'il s'est retrouvé au mauvais endroit alors qu'il rentrait chez lui. Ces victimes ont été transportées à l'hôpital pour recevoir les soins.

Le 8 septembre 2016, vers 19 heures, Abdoul Rachid NAMARI (21 ans) originaire de la colline Kagege, zone Mukerwa, commune Busoni, province Kirundo, a échappé de justesse à un attentat à la grenade. Il a été grièvement blessé et hospitalisé à l'hôpital de Kirundo. Selon des sources sur place, l'attaque a visé son kiosque situé au centre de Nyarunazi en commune Busoni. Deux kiosques ont été endommagés. Deux individus présumés auteurs ont été arrêtés. Il s'agit de NZOVU et Egide NDAYISHIMIYE.

En date du 9 septembre 2016 vers 20 heures 30 minutes, le dénommé NGANYIRA a échappé de justesse à une embuscade lui tendu sur la colline Murano de la commune Burambi en province Rumonge. Trois hommes armés de fusils lui ont tiré dessus des balles. Il n'a pas été touché. Il a affirmé que ses agresseurs étaient des jeunes affiliés au parti CNDD/FDD appelés communément Imbonerakure qui l'accusent de travailler pour une famille Tutsi dont le chef de ménage est un certain Pontien, un représentant du parti UPRONA non reconnu par le pouvoir du CNDD/FDD. Selon des sources sur place, le chef de poste de police en commune Burambi, a lui-même tenu une réunion au cours de laquelle il a ouvertement accusé NGANYIRA de travailler avec les tutsi et les bandes armées, alors qu'il est Hutu.

Dans la soirée du 13 septembre 2016, un officier de l'armée qui travaille à l'Etat - Major Général de l'armée a échappé à un attentat à la grenade dans un bar situé dans le quartier Carama, zone Kinama en Mairie de Bujumbura. L'explosion a eu lieu à côté d'un conteneur qui abrite une buvette qui se trouve dans une parcelle appartenant au président de l'APRODH, Pierre Claver MBONIMPA en exil. Deux personnes dont l'épouse de l'officier ont été blessées. L'officier visé s'appropriait à rentrer et s'était déplacé pour régler sa facture.

Dans la nuit du 13 septembre 2016, quelques détenus de la prison centrale de Mpimba ont tenté de s'évader. C'est ainsi que les policiers qui montaient la garde de cette prison ont tiré plusieurs coups de feu de dissuasion. Ces tirs qui ont retenti dans toute la zone Musaga de la Mairie de Bujumbura dans laquelle se trouve cette prison ont alerté toute la population déjà traumatisée par des attaques répétitives.

En date du 14 septembre 2016 vers 19h45, des coups de feu ont retenti en zone Buyenzi en Mairie de Bujumbura. Des témoins sur place ont affirmé que des hommes armés venus à bord d'une voiture de marque Toyota, type TI se sont introduits dans une boutique et un restaurant se trouvant sur la 8<sup>ème</sup> avenue n° 20 et 21 où ils ont volé de l'argent, tiré plusieurs balles et ont blessé une personne sur les jambes. Cette dernière a

été évacuée à l'hôpital. La police est intervenue mais les assaillants avaient déjà pris fuite. Les mêmes sources ont soupçonné les policiers comme auteurs de cette attaque et de ce vol.

En date du 19 septembre 2016, deux attaques à la grenade ont eu lieu en zone Bwiza de la Mairie de Bujumbura dans lesquelles deux policiers ont été blessés. La première grenade a été lancée à la 3<sup>ème</sup> avenue au n° 78 aux environs de 20 heures 45 minutes. Une voiture de la police qui passait a été atteinte et endommagée. L'auteur de l'attaque a profité de l'obscurité pour s'attaquer à ces policiers et a réussi à prendre fuite. La 2<sup>ème</sup> grenade a éclaté, une quinzaine de minutes après, à la 5<sup>ème</sup> avenue sans faire de dégâts. Une fouille perquisition a eu lieu le lendemain matin et 200 personnes ont été regroupées à la 2<sup>ème</sup> avenue dans la même zone. Elles ont été relâchées vers 10 heures. Seules deux personnes ont été embarquées car elles ne possédaient pas de Cartes Nationales d'Identité.

Dans la nuit du 25 septembre 2016 vers 21h, des coups de feu ont été entendus en commune urbaine de Ntahangwa, zone Gihosha, avenue Nyanzuki, numéro 35. Selon le porte parole de la police, Pierre NKURIKIYE, un groupe de bandits armés ont volé des téléphones dans un ménage. L'un des bandits a été appréhendé par la police et un des téléphones volés a été saisi.

## **1.2. Point de vue politique**

Le côté politique a largement été dominé par des marches manifestations des membres du parti au pouvoir contre les décisions prises à l'encontre du gouvernement burundais.

En date du 3 septembre 2016, en mairie de Bujumbura, des femmes affiliées au parti au pouvoir le CNDD/FDD, ont effectué une marche pour la paix et contre l'envoi de troupes étrangères au Burundi. Elles se sont rassemblées au rond-point des Nations Unies se trouvant en zone Ngagara en Mairie de Bujumbura. Elles se sont regroupées au sein d'une structure appelée «Femmes en Action pour le Développement ».

En date du 24 septembre 2016, en Mairie de Bujumbura, une autre marche manifestation contre le rapport des experts des Nations Unies sur le Burundi a été effectuée. Le rassemblement s'est tenu devant le rond-point des Nations Unies, en commune Ntahangwa, zone Ngagara. Les manifestants se sont dirigés vers les bureaux des Nations Unies se trouvant au centre ville en zone Rohero de la commune urbaine de Mukaza. Signalons que dans le cortège, on pouvait voir des chauffeurs de transport en commun, des convoyeurs, des taxis vélos ainsi que des personnalités élues (sénateurs et députés de la circonscription de Bujumbura). Des cadres de différents services du gouvernement ont pris part également à la manifestation. Rappelons que le pouvoir burundais rejette les graves accusations de crime contre l'humanité formulée dans le rapport des experts des Nations Unies. L'ONU parle aussi de risque de génocide au Burundi. Les mêmes manifestations se sont poursuivies en date du 29 septembre 2016 et cette fois – ci, les manifestants disaient qu'ils ne quitteront pas devant les bureaux des Nations Unies avant que ledit rapport ne soit annulé.

Le 30 septembre 2016, les membres de la commission des Nations Unies chargée des Droits de l'Homme ont voté une résolution portant sur l'envoi au Burundi d'un groupe d'experts indépendants pour enquêter sur les violations des droits humains qui se commettent dans ce pays. Les défenseurs des droits humains burundais ont été satisfaits de cette mesure qui était attendue depuis bien longtemps. Quand au gouvernement de Bujumbura, il a rejeté cette décision qui n'apportera aucune plus – value pour le pays, selon le représentant du gouvernement burundais qui était à Genève où se tenaient ces assises depuis une semaine. Précisons que cette résolution avait été préparée par l'Union Européenne.

### 1.3. Point de vue judiciaire

Le côté judiciaire a été caractérisé, au cours du mois de septembre 2016, par des fouilles perquisitions répétitives dans plusieurs zones de la Mairie de Bujumbura suivies des vérifications des cahiers de ménages, des arrestations arbitraires suivies de détentions illégales. Ailleurs dans d'autres provinces du pays et surtout dans les communes qualifiées de contestataires du 3<sup>ème</sup> mandat de Pierre NKURUNZIZA, plusieurs personnes ont été la cible d'arrestations sans mandat et même pendant les heures non prévues par la loi, et donc en dehors de toute procédure légale. Parmi ces personnes, certaines n'ont jamais été retrouvées par les leurs. Précisons aussi que bon nombre de ces personnes arrêtées le sont sur base des motifs politiques. Bref, la situation judiciaire a été caractérisée par des arrestations arbitraires suivies des détentions illégales, des cas de torture dans des cachots clandestins et mêmes au Service National de Renseignement (SNR), des enlèvements et des exécutions extra – judiciaires et/ou disparitions forcées.

Certains cas parmi les suivants sont emblématiques :

✚ Le 1<sup>er</sup> septembre 2016, Célestin VYAMUNGU, Prosper TUYIZERE et Déo BAMPORUBUSA, tous originaire de la colline Muriza, province Ruyigi, ont été arrêtés par le Commissaire provincial de police et détenus au cachot de police de la commune Ruyigi. Ils étaient soupçonnés connaître les auteurs d'un crépitement d'armes qui a été entendu la nuit du 31 août 2016. Ils ont été arrêtés après une fouille perquisition dans leurs ménages alors qu'aucun objet compromettant n'avait été trouvé.

✚ Dans la matinée du 2 septembre 2016, en commune urbaine de Ntahangwa de la Mairie de Bujumbura, zone Ngagara, quartier 3, la police et l'armée ont mené une fouille perquisition. Le quartier a été ceinturé par des militaires positionnés à chaque rue. Les policiers ont également procédé à des vérifications de cahiers de ménages. Aucun incident n'a été signalé et aucune arme n'a été saisie.

✚ Mireille IRAKOZE, étudiante à l'Université Martin Luther King (UMLK), est portée disparue depuis la nuit du 2 septembre 2016. Des sources sur place ont indiqué que mademoiselle IRAKOZE a été enlevée à son domicile sise au quartier IX en zone Ngagara en Mairie de Bujumbura par des hommes armés non identifiés qui l'ont conduite vers une destination inconnue. Sa famille a cherché partout et a annoncé ne pas avoir des nouvelles de leur fille.

✚ En date du 3 septembre 2016, des agents de la police ont arrêté un jeune homme du nom d'Alberic BIGIRIMANA dans la commune Mugamba en province Bururi. Il s'agit d'un élève de l'Institut Agricole du Burundi de Gisozi située en province Mwaro. Aucun motif de l'arrestation n'a été présenté par la police, ce qui constitue un cas d'arrestation arbitraire.

✚ En date du 4 septembre 2016, deux militants du parti FNL aile d'Agathon RWASA qui sont Stany MPAWENAYO et un certain RUBAGAZA, directeur d'une école primaire, ont été arrêtés sur la colline Nyamugari en commune Marangara de la province Ngozi. Des sources sur place ont indiqué que les deux personnes sont des membres influents du parti FNL. Selon les mêmes sources, des agents du SNR en compagnie des Imbonerakure ont fouillé leurs domiciles, les ont ensuite torturés avant de les embarquer vers le cachot du commissariat de police au chef - lieu de la province de Ngozi. Les victimes étaient soupçonnées de détention illégale d'armes au moment où ces armes n'ont pas été trouvées chez elles. Les deux familles n'ont cessé de s'inquiéter pour la sécurité des leurs.

✚ En date du 5 septembre 2016, quinze prisonniers de la prison centrale de Mpimba ont été transférés dans d'autres prisons de l'intérieur du pays : 10 dans la prison de Rumonge et 5 dans la prison de Gitega. Ce transfert est intervenu après une fouille perquisition dans laquelle plusieurs munitions ont été saisies.

✚ En date du 6 septembre 2016, le Commissaire de la police en province de Kirundo, Jacques NIJIMBERE en compagnie du chef provincial SNR en province Kirundo, prénommé Olivier, ont arrêté à la frontière burundo - rwandaise du côté de la localité de Gasenyi, 13 burundais refoulés de la République rwandaise. Toutes ces personnes ont été détenues à la PJ Kirundo. Il s'agit de: Rashid NDAGIJIMANA (29 ans), originaire de la colline Bigera, zone Bigera, commune Gashoho, Joachin HATUNGIMANA (20 ans) de la colline Nonwe en commune Giteranyi, Claver MANIRAMBONA (42 ans), originaire de la colline Kirimbi, zone Kiremba, commune Gasorwe, NDIKE NTAHOMBARIRA (34 ans) de la colline Butihinda, commune Butihinda, Jean RUGAMBA (22 ans) de la colline Mukoni, zone Mugano, commune Giteranyi, Lazare IRADUKUNDA (17 ans) de la colline Kiremba, zone Masasu, commune Gasorwe, Fred MUGISHA (20 ans) de la colline Bisiga, zone Kivura, commune Marangara, Cyriaque MBONIMPA (25 ans) de la colline Rugina, zone Rugari, commune Muyinga, Ramadhani NDIHOKUBWAYO (16 ans) de la colline Ryabihira, zone Rugari, commune Muyinga, Aloys TINYIMANA (54 ans) de la colline Ruhongore, zone Gatabo, commune Gashikanwa, Asmani NZITUNGA (29 ans) de la colline Giteranyi, commue Giteranyi, Alexandre SANZIMANA (32 ans) de la colline Kinanira, zone Tura, commune Giteranyi et Evariste BIZIMANA (48 ans) de la colline Masaka, zone Masaka, commune Giteranyi.

✚ Quatre femmes et trois enfants originaires de la colline Kabanga, commune Kinyinya, province Ruyigi ont été arrêtés, dans la nuit du 6 septembre 2016, par le chef de leur colline en compagnie des Imbonerakure lorsqu'ils tentaient de partir pour la Tanzanie. Les enfants ont été directement contraints de regagner les domiciles respectifs au moment où leurs mamans ont été acheminées au cachot de police du chef - lieu de la commune Kinyinya.

✚ Sept Imbonerakure ont été arrêtées dans la nuit du 6 au 7 septembre 2016 dans le secteur de Mparambo, commune Rugombo, province Cibitoke. Selon des sources sur place, ces jeunes affiliés au parti au pouvoir se rendaient en RDC pour vendre des sacs de fretins appelées « Indagala ». Les mêmes sources ont indiqué que ces sacs allaient traverser la rivière Rusizi à destination du groupement Luvungi dans la zone d'Uvira avant d'être acheminer vers le Rwanda.

✚ En date du 7 septembre 2016 vers 13 heures, 15 personnes à majorité jeunes ont été arrêtées par la police sur la colline Nyamugari, zone Nyagasasa, commune Mugamba, province Bururi. Des sources sur place ont indiqué que la police locale a surpris ces personnes qui étaient en train de partager une boisson locale. La police les a conduites au cachot de police se trouvant au chef - lieu de la commune les accusant d'être des rebelles qui attaquent les positions de police et de l'armée. Huit d'entre elles ont été libérées après avoir payé des rançons mais sept ont été gardés par la police qui les aurait transférées à l'un des cachots du SNR en Mairie de Bujumbura.

✚ Clément SINDAYIHEBURA alias NYONI habitant la zone Ngagara en Mairie de Bujumbura a été porté disparu depuis le 7 septembre 2016. Des sources sur place ont indiqué que la victime a été enlevée au quartier Mutakura en zone Cibitoke de la Mairie de Bujumbura. Des témoins ont affirmé que ce jeune homme a été arrêté sans mandat par des agents du SNR, mais son lieu de détention n'a pas pu être connu. Sa famille

n'a cessé de s'inquiéter pour sa sécurité car des personnes enlevées sous cette forme sont souvent tuées et enterrées dans des fosses communes ou retrouvées mortes loin de chez elles.

✚ Placide CIMPAYE, jeune finaliste de l'Université Sagesse d'Afrique, originaire de la colline Kayoyo, commune Mugongo - Manga, province Bujumbura Rural, a été porté disparu depuis la nuit du 8 septembre 2016. Des sources sur place ont affirmé que Placide CIMPAYE a été enlevé à son domicile par le Major Marius GAHOMERA alias Gakoryo, commandant du camp de Mujejuru, en compagnie de deux Imbonerakure qui sont Juvent NTAWUGERA et BUTOYI. Les mêmes sources ont précisé que ces deux Imbonerakure sont originaires de la commune Mugongo - Manga. La victime a été accusée d'appartenir au mouvement rebelle qui combat contre des policiers et militaires dans cette localité. Elle a été conduite à une destination inconnue. Les membres de sa famille se sont fort inquiétés pour sa sécurité.

✚ En commune Gihanga de la province Bubanza, plusieurs personnes ont été arbitrairement arrêtées et détenues illégalement entre le 7 et le 13 septembre 2016. Il s'agit de : BIGIRIMANA Gervais (26 ans), BUKEYENEZA Edmond (19 ans), NDUWAMAHORO Maxime (35 ans), NTIKARAHERA Didace (46 ans), KANYANGE Aline (47 ans), BIZUMUREMYI Edmond (26 ans), DUNIYA Charles (28 ans) et NTAKIRUTIMANA Jean-Marie (19 ans). Ils ont tous été arrêtés sans aucune pièce judiciaire en date du 7 septembre 2016. En date du 8 septembre 2016, Aline KANYANGE a également été arrêtée puis conduite au cachot de la commune Gihanga à bord d'une moto par un certain CIZA qui est un Imbonerakure. Entrés en prison le 13 septembre 2016, ils ont tous été accusés de destruction méchante par le parquet de Bubanza. Signalons que ces victimes sont tous membres de l'association qui s'occupe de l'élevage des poissons en commune Gihanga-Village4. Selon ces dernières, elles seraient accusées d'avoir pêché prématurément des poissons qui se trouvent dans des étangs d'eau.

✚ Le 9 septembre 2016, vingt jeunes hommes ont été appréhendés par la police en commune et province Gitega. Ils étaient dans un bus de transport en commun. Ils ont affirmé qu'ils se rendaient en province Makamba pour chercher du travail. Ils ont été détenus au cachot de police de Gitega. La police a précisé que les mouvements internes à la recherche de l'emploi sont pour le moment interdits et a révélé que ces détenus vont être transportés, de force, dans leurs provinces d'origine.

✚ Siméon BAMBONEYEHO, ancien administrateur de la commune Giharo, a été arrêté sur la colline de Kabingo, zone Butezi, commune Giharo, province Rutana en date du 10 septembre 2016 vers 18 heures. Siméon BAMBONEYEHO a été accusé par la police de trafic des êtres humains. Selon des sources sur place, cet ancien administrateur qui était de la famille politique du CNDD-FDD avait changé d'appartenance politique et a adhéré au FNL aile d'Agathon RWASA. Il a été conduit au cachot du poste de police de Rutana suite à un mandat d'amener délivré par le procureur de Rutana. Après avoir comparu devant le procureur, il a été transféré à la prison centrale de Rutana, en date du 15 septembre 2016. La famille n'a cessé de décrier cette injustice et a dénoncé une détention arbitraire sur base des motifs politiques.

✚ En date du 10 septembre 2016, Emmanuel BIZINDAVYI a été arrêté en commune et province de Makamba par des agents de la garde du Gouverneur de province de Makamba, Gad NIYUKURI. Selon des sources sur place, la victime a été interpellée au cours d'une réunion que le Gouverneur tenait à l'intention des pompistes des stations du carburant. Elle a successivement été accusée d'enregistrer l'allocution du Gouverneur. Ensuite, de détenir des fichiers audio des Radio Humura et Inzamba. La victime a été transférée au cachot du SNR à Makamba. Les membres de sa famille n'ont cessé de décrier cette arrestation injuste.

✚ Après les affrontements entre les Imbonerakure et les jeunes des partis de l'opposition qui ont eu lieu en date du 14 septembre 2016 sur la colline Kinyinya en commune Mutaho en province Gitega, dix neuf cas d'arrestations des opposants ont été opérés. Parmi ces cas d'arrestation, seize sont des fidèles du parti FNL d'Agathon RWASA et trois sont des membres du parti FRODEBU. Les membres du FNL arrêtés sont: Elie MASABO, Gérard HARIMESHI, Fabien KIBINAKANWA, Valentin GAKIZA, Nelly, Audace, Denise, Gertrude, Pierre, Antoine, Claude, Omer, Elvis, Désiré, Alfred et Jérémie. Pour le parti FRODEBU, les membres arrêtés sur la colline Rurengera sont les prénommés Nestor, Privat et Salvator. Des sources sur place ont indiqué que le chef de la colline Ferdinand NDAYIKENGURUKIYE a été blessé lorsqu'il tentait de séparer les 2 groupes. Le représentant local du FNL d'Agathon RWASA, Denis NDACAYISABA a déclaré être très inquiet de cette situation d'injustice où seul un groupe est arrêté alors que la bagarre opposait deux groupes. En plus, la bagarre avait été provoquée par les Imbonerakure pour avoir l'opportunité d'arrêter ces personnes qui ont refusé d'adhérer au parti CNDD-FDD, selon les mêmes sources.

✚ En date du 14 et du 15 septembre 2016, plusieurs militaires et policiers tous ex - FAB ont été arbitrairement arrêtés en Mairie de Bujumbura et détenus illégalement ou conduits dans des lieux inconnus. Il s'agit de :

- L'Adjudant Thaddée GAHUNGU,
- L'Adjudant - Chef Albert KITABURAZA,
- Le Brigadier de police principal de 1<sup>ère</sup> classe Innocent GIRUKWIGOMBA, Officier de la Police Judiciaire en zone Musaga en Mairie de Bujumbura, arrêté le 14 septembre 2016. Il a été ligoté et conduit dans les cachots du SNR.
- L'Adjudant Ferdinand MASABO, arrêté puis conduit au SNR le 14 septembre 2016. Ce sous-officier avait été appelé par son chef hiérarchique, le Major NIKOYAGIZE, pour rejoindre sa position dans la réserve de Rukoko situé en commune Gihanga, province Bubanza.
- L'OPP1 Claver NDAYIZEYE, De Corps poste Rohero arrêté le 14 septembre 2016 et détenu au SNR.
- L'Adjudant Herménegilde NGIRIMANA du camp Gatumba, arrêté jeudi 15 septembre 2016 par Joseph Mathias NIYONZIMA alias Kazungu et détenu au SNR.
- L'agent de police Basile NDIKURIYO connu sous le sobriquet de Karegeya, arrêté et livré au SNR par son commandant Alfred MUSEREMU alors qu'il était de garde en date du 14 Septembre 2016.

L'Adjudant - chef Albert KITABURAZA et l'Adjudant Ferdinand MASABO étaient au poste d'attache se trouvant dans la réserve de Rukoko située en commune Gihanga en province Bubanza. Selon des sources sur place, ils ont été appelés par leur chef hiérarchique, le Major NIKOYAGIZE qui les a livrés aux bourreaux. Des sources des compagnons de lutte des victimes ont affirmé qu'il ya un plan d'arrestation et de harcèlement visent des militaires et policiers ex - FAB qui seraient opposés au 3<sup>ème</sup> mandat du Président Pierre NKURUNZIZA.

✚ Francine NIYOMWUNGERE a été arrêtée et portée disparue depuis le 15 septembre 2016. Elle a été arrêtée par des militaires dans la zone Rusabagi de la commune Burambi en province Rumonge. Selon des sources sur place, aucun mandat n'a été présenté à la concernée. Par ailleurs, elle a d'abord été détenue au domicile du responsable du SNR à Rumonge. De plus, la jeune femme aurait été arrêtée à défaut de son mari que le SNR recherche pour participation présumée à des groupes armés. Sa famille n'a cessé de s'inquiéter pour cette arrestation arbitraire mais aussi pour sa sécurité.

✚ Eric MANIRAKIZA, agent de police récemment muté de la position de Mpimba, a été enlevé au quartier Jabe en zone Bwiza de la Mairie de Bujumbura le 16 septembre 2016. Il a été conduit dans un endroit inconnu. Les ravisseurs n'ont jamais été identifiés.

✚ En date du 17 septembre 2016, des agents de la police ont arrêté Claudine HAKIZIMANA sur la colline Gitaramuka, zone Murago, commune Burambi, province Rumonge. Sa maison a été fouillée par les agents qui recherchaient des armes à feu mais n'ont rien trouvé. Elle a été conduite au cachot de la commune Burambi. Il s'agit de sa 2<sup>ème</sup> interpellation pour Madame HAKIZIMANA qui avait été arrêtée pour la 1<sup>ère</sup> fois le 8 juillet 2016 après que la police ait affirmé avoir découvert un fusil caché dans ses champs

✚ Gloriose KWIZERA, chef du quartier Kinindo et adjoint du président du parti MSD en zone Kinindo en Mairie de Bujumbura est portée disparue depuis le 16 septembre 2016. Des sources sur place ont indiqué que ce leader du parti MSD (parti d'opposition) a été arrêté par des agents du SNR aux bureaux de la zone Kinindo. Cette mère a directement été conduite dans un endroit inconnu. Sa famille a décrié cette arrestation arbitraire sur mobiles politique et craignait pour sa sécurité.

✚ André HAJAYANDI, enseignant à Gatwe et chef de la colline de Mubira, en zone de Nyagasasa, commune Mugamba, province Bururi, a été arrêté le 16 septembre 2016 par des agents du SNR. Aucune pièce d'arrestation n'a été présentée à André HAJAYANDI ni à sa famille. Selon des sources sur place, le SNR l'accusait de travailler avec les groupes rebelles. Il a été arrêté alors qu'il répondait à une convocation de l'administrateur de la commune de Mugamba. Il a alors été accusé d'avoir fait partie d'une attaque armée ayant coûté la vie à trois membres d'une même famille le 14 septembre 2016 sur la colline Munini, en zone de Kivumu dans la même commune de Mugamba.

✚ Dans la matinée du 17 septembre 2016, quatre personnes dont 3 jeunes (Évariste NDAYIKENGURUKIYE, élève de la 7<sup>ème</sup> année au Lycée communal de Nyagasasa, NKURUNZIZA et Rémy) ont été arrêtées sur la colline Nyakigano, zone Nyagasasa, commune Mugamba, province Bururi. Des sources sur place ont indiqué que la police avait encerclé les ménages vers 3 heures du matin puis vers 5 heures du matin, elle a intimé l'ordre aux occupants de sortir des maisons. Ils ont été arrêtés sans aucune pièce d'arrestation et ont été conduits au poste de police de Mugamba. Pierre NIMPAGARITSE est la quatrième personne arrêtée. Père d'un des 3 jeunes, il allait s'enquérir de la situation de ces jeunes à la police lorsqu'il a été arrêté. Les mêmes agents ont arrêté un chef de colline de Mubira située dans la zone Nyagasasa du nom d'André HAJAYANDI.

✚ En date du 17 septembre 2016, des militaires et des agents de la police ont arrêté Godelieve NKEZIMANA et Fleury NIYONKOMEZI sur la colline Bukeye, commune Nyanza - Lac, province Makamba. Ces militants du parti FNL d'Agathon RWASA ont été accusés de participation à des groupes rebelles. Les deux personnes ont été remises au SNR et, le lendemain, ils ont été transférés dans la ville de Bujumbura dans un endroit inconnu.

✚ En date du 20 septembre 2016, en commune urbaine de Mukaza, zone Bwiza, entre 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> avenue, des fouilles perquisitions ont été menées par la police après des explosions de deux grenades à la 3<sup>ème</sup> avenue dans la nuit du 19 au 20 septembre 2016. Des vérifications des cahiers de ménages ont été effectuées et plusieurs personnes ont été arrêtées par la police.

✚ Le 22 septembre 2016, plusieurs personnes ont été arrêtées par la police en commune urbaine de Muha, zone de Musaga, quartier Gitaramuka. Cette dernière a procédé à des interpellations après la vérification des cahiers de ménage. Une source sur place a indiqué que les individus appréhendés ont été regroupés dans un même endroit entre la 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> avenue de la zone Musaga. Après vérification des cahiers de ménage, la police a embarqué une dizaine de personnes.

✚ En date du 22 septembre 2016, OPC1 Alexis HAKIZIMANA (ex-FAB) a été arrêté par le SNR à son service à la Direction Générale de la police situé au quartier IX de la zone urbaine de Ngagara, commune Ntahangwa, en Mairie de Bujumbura après une fouille perquisition qui avait eu lieu, le 20 septembre 2016, à son domicile sise en commune urbaine de Muha, zone Musaga, quartier Kinanira 3. Ce policier est soupçonné de collaborer avec « des malfaiteurs » comme indiqué sur le mandat d'arrêt. Sa famille n'a cessé de s'inquiéter pour sa sécurité en dénonçant le refus de toute visite à ce retenu.

✚ Deux membres du parti FNL aile d'Agathon RWASA ont été arbitrairement arrêtés et illégalement détenus en province Kirundo en date du 22 septembre 2016. En effet, Rémegie UWIZEYIMANA, président du FNL en commune Busoni et Gaspard MUTABAZI, représentant du FNL en zone de Murore ont d'abord été incarcérés au cachot de la police en commune Busoni où ils ont passé une semaine. Selon le responsable des jeunes du FNL de la province Kirundo, les deux militants sont poursuivis pour avoir échangé des messages à propos des contributions au CNDD-FDD. Dans ces messages MUTABAZI demandait à son chef hiérarchique si leurs membres étaient tenus de donner de l'argent au CNDD-FDD. UWIMANA lui avait répondu que les partisans du parti FNL appelés communément Abanamarimwe n'étaient pas dans l'obligation de verser cette contribution et avait tenu à préciser que la contribution pouvait être versée à condition que ce soit une contribution destiné à l'Université de Kirundo en cours de construction. Ce dernier message aurait été découvert par un partisan du CNDD-FDD et est à la base des ennuis pour les deux leaders. Les deux personnalités ont déclaré être victimes de leur appartenance politique.

✚ En date du 22 septembre 2016, Jean Claude NDIKURIYO âgé de 29 ans, originaire de la colline Benja, zone et commune Kayokwe en province Mwaro, résidant actuellement au quartier II en zone urbaine de Ngagara a été arrêté, sans mandat, par le chef de poste de la commune Kayokwe. Après une journée de garde à vue, il a été remis au chef du SNR Mwaro. Des sources de sa famille ont indiqué que NDIKURIYO était allée à l'enterrement de son père et qu'il a été arrêté à la morgue de l'hôpital de Kibumbu. Les membres de sa famille ont indiqué aussi que l'interrogatoire portait sur ce qu'il était en train de faire au Rwanda ; ce que l'OPJ enquêteur a nié en disant que le dossier était au parquet. Après des controverses concernant la situation du dossier de ce retenu, il a été découvert que le chef du SNR avait transféré le dossier et le retenu au cachot de police de Gihinga dans la même province. L'infraction inscrit dans le registre était la rébellion. Les membres de la famille du retenu n'ont cessé de décrier cette arrestation arbitraire et cette détention illégale.

✚ Dans la nuit du 23 septembre 2016 à partir de 2 heures du matin, un immeuble d'appartements du quartier de Shatanya (centre-ville de Gitega) appelé bloc VI, a été ceinturé par la police. Des témoins ont indiqué que cette dernière a bouclé les accès d'entrée à l'immeuble et qu'elle est restée sur ses gardes jusqu'à ce qu'elle fouille et perquisitionne le ménage d'un militaire de grade de Capitaine en mission en Centre Afrique. Ses tenues militaires de travail ont été saisies et sa femme, juge à la Cour d'Appel de Gitega a été arrêtée. La situation a créé une peur panique dans le quartier.

✚ Dans l'après – midi du 26 septembre 2016, cinq fidèles du parti FNL d'Agathon RWASA ont été arrêtés sur la colline de Mayendi, zone Kigwena, commune et province Rumonge. Il s'agit de Boniface NDINZURUVUGO alias Zoulou, Étienne NTIGIRINZIGO, Emmanuel BARUTWANAYO, Étienne NZOZA et Pierre NTIGIRINZIGO. Ils ont été conduits au cachot de la police de Rumonge. Tous sont accusés d'avoir tenu une réunion illégale ; ce que les concernés ont rejeté en expliquant qu'il s'agissait d'une fête familiale. Des motifs politiques sont à la base de ces arrestations qualifiées d'arbitraires, selon des sources policières et militaires opposées à ces arrestations.

✚ En date du 27 septembre, 4 personnes ont été arrêtées aux environs de 20h30 à Makamba dont 2 dans un bar. Les clients qui y prenaient un verre ont fui de peur d'être interceptés. Le gouverneur a aussitôt appelé le commissaire provincial de la police qui a alors procédé à l'arrestation du propriétaire du bistrot et d'un employé. Deux autres personnes qui revenaient de l'hôpital de Makamba après avoir perdu un proche ont été également embarquées. La police a indiqué qu'ils seront relâchés après la dénonciation et l'arrestation de ceux qui sont partis précipitamment de la buvette. Les personnes qui ont l'habitude de prendre un verre dans ce bistrot et les voisins de ce lieu disent qu'ils sont fatigués par le harcèlement de ce gouverneur Gad NIYUKURI qui les accuse de tenir des réunions clandestines. Précisons que c'est la troisième fois en moins de trois mois que la police arrête des clients dans ce même bistrot.

✚ Le 28 septembre 2016, Gédéon GIHAGA, homme d'affaire âgé de 74 ans a été arrêté par la police à son domicile sise en zone Rohero en Mairie de Bujumbura. Selon des témoins de la scène, le vieux rentrait dans son véhicule à son domicile situé au quartier INSS dans la zone Rohero. Au moment où il allait entrer dans sa parcelle, des agents du SNR qui l'avaient poursuivi à bord de leur véhicule l'ont exigé de rebrousser chemin et de les suivre jusqu'au bureau du SNR tout proche de la cathédrale Regina Mundi. Sa famille n'a cessé de s'inquiéter pour sa sécurité et pour sa santé surtout qu'il souffre d'hypertension. La même famille n'a pas été autorisée à le voir depuis son arrestation. Des informations provenant de certains agents du SNR sous anonymat ont indiqué que le Président Pierre NKURUNZIZA aurait ordonné à ce service de trouver tous les moyens pour collecter de l'argent en vue de continuer à travailler sans difficultés financières. Cet homme d'affaire de grande renommée au Burundi a donc été arrêté pour le forcer à donner une somme colossale d'argent, selon ces mêmes sources.

✚ En date du 28 septembre 2016, deux étudiants du campus Mutanga à l'Université du Burundi ont été arrêtés par la police. En effet, vers 1 heure du matin, plusieurs policiers ont été déployés sur ce campus et se sont dirigés directement vers une chambre abritant deux étudiants visés par une fouille - perquisition. Suite à la panique, ces derniers n'ont ouvert que vers 9 heures du matin. Alors, la fouille a commencé mais ils n'ont rien saisi de compromettant dans cette chambre. Cela n'a pas empêché la police a embarqué les deux jeunes sans expliquer le motif de la fouille ni montrer le mandat d'arrestation. Les deux étudiants ont été libérés au cours de la même journée.

✚ En date du 29 septembre 2016, Gervais NIYONGABO, président du parti politique FEDES-SANGIRA, a été arrêté à l'hôtel East Africa de Nyanza - Lac. Le président du parti FEDES-SANGIRA a été arrêté par des agents du SNR alors qu'il participait à un séminaire comme facilitateur. Il a directement été embarqué sur Bujumbura. Il serait accusé de participation à une bande armée. Précisons que ce leader politique est également membre du directoire du CENARED.

✚ En date du 29 septembre 2016, Jean-Paul KAGABA, de nationalité rwandaise, a été arrêtée dans la matinée du 30 septembre 2016 à son domicile situé en commune et province de Rutana à la suite d'une fouille

perquisition policière organisée chez elle sur un mandat du procureur de la république en province Rutana. Des sources sur place ont indiqué qu'après être arrêté, des agents du SNR l'ont directement embarquée vers Bujumbura. Selon des voisins interrogés, la victime travaillait dans un centre ophtalmologique depuis deux ans et a été victime simplement de sa nationalité car aucune arme ou tout objet compromettant n'ont été saisis à son domicile

✚ Le 30 septembre 2016 vers 15 heures, Aimable MANIRAKIZA, étudiant à l'Université du Burundi (à l'IPA) a été enlevé et conduit dans un lieu inconnu, embarqué à bord d'un pick-up rempli de policiers lourdement armés. Les faits se sont déroulés sur la 9<sup>ème</sup> avenue du quartier Nyakabiga III en zone Nyakabiga de la Mairie de Bujumbura. Deux personnes en tenue civile, armées de pistolets se sont approchées de lui avant de tirer des coups de feu en l'air. La victime a alors crié au secours et a tenté de s'enfuir mais il était déjà trop tard. Après être maîtrisé, un véhicule de la police qui était non loin de là l'a embarquée vers un lieu inconnu.

Bref au moins 11 personnes ont été enlevées et portées disparues et au moins 511 personnes ont été arbitrairement arrêtées par la police, les administratifs et les Imbonerakure et détenues illégalement durant tout le mois de septembre 2016.

#### **1.4. Point de vue social**

La rentrée scolaire du 26 septembre 2016 a eu lieu dans un climat de stupeur et de consternation pour les élèves de neuvième année de l'Ecole Fondamentale (ECOFO) et de dixième de l'ancien système scolaire qui n'ont pas réussi au concours et test nationaux. Plus ou moins 80.000 élèves sont exclus du système éducatif burundais à partir de cette année scolaire 2016 - 2017 pour avoir échoué au concours national et au test nationaux. Dans l'esprit du nouveau système ECOFO, ces enfants sont supposés avoir terminé leur cursus scolaire pour rejoindre les métiers qu'ils n'ont malheureusement pas suivis dans le système. Depuis le début de l'introduction de ce système ECOFO, les parents et les experts en éducation n'ont cessé d'émettre des critiques dénonçant la « précipitation et l'impréparation du système ». Aujourd'hui, à la fin du premier cycle de ce système, non seulement les enfants n'ont pas la maturité et les compétences pour affronter la vie professionnelle mais aussi, les élèves qui ont réussi à ces examens ci - haut cités et qui peuvent poursuivre ce système n'ont pas encore eu droits aux cours depuis le début de la rentrée scolaire parce qu'ils manquent de matériels et supports didactiques. Tous les parents et spécialistes de l'éducation s'accordent à dire que le gouvernement devrait donner des opportunités à ces enfants pour reprendre l'année aussi bien en neuvième qu'en dixième année. Cela s'impose comme une nécessité sinon, le gouvernement aura démontré à suffisance que le droit à l'éducation a été fort entamé et que la qualité de l'enseignement va, du jour au lendemain, en décroissant. Cela étant, l'avenir de notre pays risque d'être hypothéqué.

## **2. DES ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET A L'INTEGRITE PHYSIQUE**

### **2.1. Présentation générale**

Les atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique en termes de personnes tuées et de personnes blessées ont été identifiées, tout au long du mois et à travers tout le pays. Plusieurs personnes ont été tuées, des cadavres de personnes mortes ont été retrouvés dans plusieurs localités et dans des cours d'eaux souvent

sans pouvoir identifier ces victimes, une fosse commune a été identifiée en commune Nyabiraba en province de Bujumbura Rurale et des ossements ont été découverts dans la zone Bugarama de la commune et province Muramvya.

Bref, chaque jour apporte son lot de malheurs à de nombreuses familles comme le montre les cas suivants :

➤ En date du 2 septembre 2016, le dénommé HAKIZA a été assassiné sur la colline Kigarama, zone Nyabibuye, commune Butaganzwa, province Kayanza. Selon des sources sur place, des voisins soupçonnés d'être des jeunes Imbonerakure seraient derrière ce crime. La victime serait accusée de sorcellerie.

➤ Dans la matinée du 4 septembre 2016, NDIMURIGO Raphael de la colline Murenge en commune Burambi en province Rumonge, a été tué par des personnes non identifiées quand il se rendait à son travail. Selon des sources sur place, il aurait été tué à coups de machettes.

➤ Dans la soirée du 04 septembre 2016 vers 21 heures, NIYORUGIRA Amédée (Comptable de la commune Mpanda en province Bubanza) et BUSONI Innocent, motard qui le transportait, ont été fusillés sur la colline Nyamabere en commune Mpanda de la province Bubanza par des personnes non identifiées. Selon des sources sur place, les auteurs du crime étaient à bord d'une voiture Toyota de type TI à vitres teintées. Les mêmes sources ont précisé que tous étaient membres actifs du parti au pouvoir, le CNDD/FDD.

➤ Des ossements de plusieurs personnes ont été découverts sur la colline de Gatebe, zone Bugarama en commune et province Muramvya. Ce sont des habitants de la localité qui ont alerté l'administration. Le gouverneur de la province Muramvya, Emmanuel NIYUNGEKO, les membres du CNIDH, l'unité de police de protection ainsi que les responsables de certaines organisations de la société civile se sont rendus sur le lieu. Le gouverneur de la province Muramvya, a annoncé la suspension de toutes les activités champêtres et pastorales sur cette colline en attendant les conclusions de l'enquête.

➤ Une fosse commune a été retrouvée en commune Nyabiraba, province de Bujumbura rural. Selon des sources sur place, cette fosse a été retrouvée sur la colline et commune Nyabiraba en province de Bujumbura Rurale, tout près des bureaux de la commune Nyabiraba, derrière l'Eglise catholique. La même fosse contiendrait des cadavres de jeunes manifestants de la commune Mugongo - manga et Mukike. Ces cadavres étaient déposés à cet endroit par le véhicule militaire du Colonel surnommé Gakoryo. C'est ce dernier qui commandait les travaux d'enterrer ces cadavres dans cette fosse commune. Les mêmes sources révèlent qu'une position militaire a été installée à cet endroit.

➤ Deux corps sans vie non identifiés (un homme et une femme) ont été découverts, en date du 6 septembre 2016, dans la rivière Rusizi, du côté du secteur Rusiga, commune Rugombo, province Cibitoke. Selon des sources sur place, une unité spécialisée de la police a été déployée tardivement en date du 8 septembre 2016. A cette date, l'unité spécialisée de la police a pu extraire seulement un corps d'un homme tandis que celui d'une femme avait déjà été emporté par le courant d'eau. La police a inhumé immédiatement le corps en état de décomposition.

➤ En date du 7 septembre 2016 vers 18heures, un homme non identifié a été tué sur la colline de Nyarunanzi en commune Busoni de la province Kirundo par des personnes armées non identifiées qui l'ont attaqué à la grenade.

➤ En date du 8 septembre 2016 vers 9 heures, le dénommé HAGERIMANA, originaire de la colline Ntunda, en commune Ryansoro en province Gitega a été retrouvé mort dans la rivière Waga du côté de la frontière avec la commune Bisoro de la province Mwaro. Les présumés auteurs ont été appréhendés. Dans ces présumés auteurs, Eric NDIKURIYO a accepté les faits, disant qu'il a eu une somme de 100.000 FBU de la part d'un certain Yves pour tuer HAGERIMANA : ce que Yves a nié. Les autres détenus avaient des conflits fonciers avec le défunt. La victime venait du marché de Mwaro et le présumé auteur qui accepte les faits dit qu'ils lui ont tendu une embuscade sur le pont Waga et après le crime, son corps a été jeté dans la rivière.

➤ Deux personnes ont été tuées, dans la nuit du 9 au 10 septembre 2016 en province Kirundo. Il s'agit de François KANGOYE qui a été tué poignardé vers 19 heures, sur la colline de Gisitwe, commune Ntega, province de Kirundo. Deux présumés auteurs ont été arrêtés pour des raisons d'enquête. Il s'agit de Jacques MANIRAKIZA et Déo BUGARU. Vers 22 heures de la même date, Lazare NIZIGIYIMANA (60 ans) de la colline Baziro en commune Gitobe, province de Kirundo, a été tué et décapité de sa tête dans une attaque à la machette par un groupe d'hommes armés visant son domicile. La police a indiqué avoir commencé des enquêtes pour connaître les mobiles de cet assassinat.

➤ En date du 11 au 12 septembre 2016, Bernard BAVYIBUZE a été tué à coup de machette par des hommes inconnus sur la colline Buhoro, commune Mabayi, province Cibitoke, Selon des sources sur place, le corps de la victime a été retrouvé dans un champ de la localité. Deux personnes ont été arrêtées par la police de Mabayi pour des raisons d'enquête.

➤ Dans la nuit du 11 au 12 septembre 2016, le dénommé NSENGIYUMVA (25 ans), fis de NYUNZUGURU et de NTAHOMVUKIYE de la colline Cihonda, zone et commune Gashoho, province Muyinga, a été tué par son grand frère Michel NKURUNZIZA suite à une dette d'argent. La victime était redevable de 3.000 FBU à son grand frère. Ce dernier a fait l'usage de la force pour tenter de récupérer son argent, ce qui a occasionné la mort de son petit frère. Il a succombé à ses blessures en cours de route vers l'hôpital. L'auteur du crime a été arrêté et conduit au cachot de la police judiciaire à Muyinga.

➤ En date du 12 septembre 2016 vers 23 heures, Sylvestre RIRAGENDANWA (57ans), originaire de la colline Gatabo, commune Butaganzwa, province Kayanza, a été assassiné, poignardé dans un champ où il était veilleur. Quatre femmes ont été arrêtées pour des raisons d'enquête et détenues au cachot communal de Butaganzwa. Dans cette même commune mais cette fois – ci, sur la colline Kigarama, un homme appelé HAKIZA avait été assassiné au cours de la semaine du 5 au 11 septembre 2016.

➤ Eddy Claude NYONGERA, militaire du grade d'adjudant, a été tué en date du 14 septembre 2016 vers 15 h30, dans les enceintes du Service National de Renseignement (SNR) en Mairie de Bujumbura. Selon des sources sur place, la victime a été torturé jusqu' à mourir pendant son interrogatoire. L'adjudant NYONGERA a été arrêté à l'Etat - Major de l'armée où il travaillait comme agent de transmission. Il avait passé aux bureaux de la police militaire (PM) avant d'être conduit au cachot du SNR dans l'avant - midi de ce même jour. Ces mêmes sources ont précisé que cet interrogatoire musclé était dirigé par le prénommé Théogène, OPJ ancien membre du mouvement FNL. C'est après avoir refusé de signer un P.V préétabli que le patron du SNR, Etienne NTAKARUTIMANA connu sous le surnom de Steve, a ordonné son achèvement. C'est Joseph Mathias NIYONZIMA alias Kazungu qui l'a exécuté.



**La photo ci – contre montre le corps du défunt.**

Le porte - parole de la police Pierre NKURIKIYE a annoncé sur les medias que l'Adjudant Eddy Claude NYONGERA s'est suicidé à la grenade. Ce suicide est intervenu après que le militaire ait signé le PV de ses aveux et la grenade se trouvait dans le bureau de l'un des OPJ a – t – il ajouté. Suite à des controverses sur les circonstances de la mort de ce militaire, sa famille n'a pu avoir le certificat de décès qu'en date du 22 septembre 2016. Son enterrement a eu lieu le 23 du même mois.

➤ En date du 14 septembre 2016, sur la colline Munini en zone Kivumu de la commune Mugamba en province Bururi, trois personnes d'une même famille, Dismas BASHIRAHISHIZE alias Bitama (chef de ménage, militaire en retraite), sa femme NDIHOKUBWAYO Concilie et leur enfant NISHIMWZE Gradia ont été tués dans une attaque à la grenade contre ce ménage. Selon des sources sur place, l'attaque a été faite par des hommes armés en tenues militaires. Des policiers et militaires de la position de Gatwe sont arrivés juste après l'attaque. Des sources sur place ont révélé que ce chef de ménage collaborait avec ces militaires et policiers dans la dénonciation des jeunes manifestants contre le troisième mandat du Président Pierre NKURUNZIZA. Ces mêmes sources ont soupçonné que ces militaires et policiers aient commandité cet assassinat car ils craignaient que cet ex - FAB puisse être un témoin gênant des multiples exécutions extrajudiciaires commises dans cette localité.

➤ Dans la nuit du 14 septembre 2016, Célestin MPAWENAYO a été tué dans le quartier Kamesa de la zone Musaga en Mairie de Bujumbura. Selon des sources sur place, la victime a succombé aux traitements inhumains et dégradants lui infligés par les Imbonerakure le même jour. Ces Imbonerakure lui avaient rançonné de l'argent pour leur ration alimentaire pendant leurs patrouilles nocturnes. Suite à une réponse négative, ils l'ont aspergé de l'eau et l'ont battu avec des barres de fer.

➤ En date du 16 septembre 2016, HAVUGIYAREMYE âgé de 25 ans, de la colline Nyamugari en commune Kayokwe en province Mwaro s'est battu avec Dieudonné NIYONKURU de la même colline. Dieudonné NIYONKURU a succombé à ses coups, 3 jours après, à l'hôpital de Prince Régent Charles. Le présumé auteur a été arrêté par la police.

➤ En date du 16 septembre 2016 vers 11 heures, un jeune homme prénommé Claude a été tué sur la colline Kangabire en commune Buraza en province Gitega. Des sources sur place ont indiqué que ce jeune homme a été tué par des policiers accompagnés par des Imbonerakure qui l'accusaient injustement de vols et de possession d'armes. Claude avait sur lui, un fusil de type kalachnikov, 3 grenades et 2 chargeurs garnis.

➤ Dans la matinée du 17 septembre 2016, un corps sans vie non identifié a été retrouvé en commune urbaine de Ntahangwa, zone Cibitoke à la 12<sup>ième</sup> avenue numéro 90.

➤ Dans la nuit du 19 septembre 2016, un enfant dénommé NDUWIMANA (13 ans) a été tué poignardé sur la colline Gasenyi en commune Buhiga en province Karusi. L'auteur présumé du meurtre serait l'oncle de l'enfant du nom de Relégué Nimpagaritse selon des sources administratives et policières. D'après les mêmes sources, l'enfant a été tué dans une petite brousse à proximité du domicile de son oncle. L'administrateur de la commune de Buhiga a évoqué un conflit foncier à l'origine du drame : cet oncle voulait s'accaparer des

terres familiales dont le jeune enfant devrait hériter. Ce présumé auteur a été incarcéré au cachot de police en commune Buhiga.

➤ En date du 20 septembre 2016, un corps sans vie d'un homme non identifié a été retrouvé dans la rivière de Mubarazi, entre les collines de Busimba et de Burambana en commune et province de Muramvya. Des témoins ont indiqué que le cadavre en décomposition présentait des blessures au niveau de la jambe droite et du cou. L'homme avait probablement été étranglé à l'aide d'une corde. Le cadavre a été enterré par les autorités locales en présence des représentants de la police, d'un membre de la CNIDH ainsi que du procureur de la République en province Muramvya. L'administrateur de la commune de Muramvya, Dieudonné NSABIMANA, indique que le corps a probablement été transporté, jusqu'à cet endroit, par la pluie. Pour lui, l'endroit où le corps a été repéré n'est pas l'endroit où il a été tué car des gens y passent tous les jours et l'auraient vu.

➤ Dans la matinée du 22 septembre 2016, Jean Claude NSHIMIRIMANA (28 ans) a été retrouvé mort dans sa maison sise sur la colline Kiyange en zone Nyakararo en commune de Gisozi de la province Mwaro. Avant même que des enquêtes soient faites, des sources administratives et policières ont indiqué que la victime s'est suicidée à l'aide d'une corde du fait qu'il avait des dettes envers d'autres commerçants. Toutefois, des membres de sa famille de ce commerçant originaire de la colline Ruhinga, commune de Mukike en province de Bujumbura Rurale ont précisé que la victime ne montrait aucun signe d'un probable cas de suicide. Ils n'ont cessé de penser que le leur aurait été tué et ont déplorer cette attitude de la police de prendre des raccourcis au lieu de faire des enquêtes adéquates.

➤ Dans la matinée du 25 septembre 2016, NIYOYANKUNZE (originaire de la commune Songa en province Bururi) a été retrouvé mort sur la colline de Murambi en zone Buruhukiro en commune et province de Rumonge. Le corps a été directement inhumé. Dans l'après – midi du même jour, un autre corps sans vie a été découvert dans la même province de Rumonge mais cette fois – ci, dans un champ de thé se trouvant sur la colline de Gisenyi en commune Burambi. Il était en état de décomposition et n'a pas été identifié.

➤ Dans la nuit du 25 au 26 septembre 2016, NDIHOKUBWAYO Gérôme a été tué à son domicile sise sur la colline Mbabazi en commune Nyabikere en province Karusi. Selon l'entourage, son épouse et son bon frère seraient les présumés auteurs de cette acte ignoble.

➤ En date du 26 septembre 2016, un corps sans vie d'un homme a été retrouvé en commune Bugenyuzi de la province Karusi. Selon l'administration communale, la victime est un motard. Il a été découvert décapité après une semaine de son absence.

➤ Un corps sans vie de NIMUBONA Jean Pierre alias Bacco a été découvert, dans la matinée du 26 septembre 2016, flottant dans les eaux de la rivière Ruvyironza dans la localité de Nyambirigi en province Gitega. Le corps avait une trace de balle au niveau de la poitrine. Précisons que la victime était originaire de Buhogo en commune Nyabihanga en province Mwaro.

➤ En date du 28 septembre 2016, aux environs de 21 heures, NTAKIRUTIMANA Emmanuel a été tué et deux autres blessées sur le champ lors d'une attaque menée par des présumés voleurs armés dans un bistrot d'un certain Adolphe HAKIZIMANA situé tout proche du marché de la commune Mutaho en province Gitega. Selon des sources sur place, ce crime a été commis par des jeunes Imbonerakure en complicité avec certains policiers. Un cadavre d'une deuxième personne tuée dénommée MABUNO, natif de cette même colline, a été

retrouvé nu près d'un cimetière se trouvant non loin du bistrot attaqué. Plusieurs personnes ont supposé que la victime avait été tuée par le groupe de voleurs de peur d'être dénoncés par cette personne qui avait été blessée lors de l'incident. Des téléphones portables et une somme d'argent non connue ont été volés. Beaucoup de balles ont été tirées et une grenade a été lancée blessant à la jambe Adolphe HAKIZIMANA, le propriétaire du bistrot et son épouse.

Bref et sans être exhaustif, au moins 31 personnes ont été tuées et 16 autres ont été blessées tout au long du mois.

## 2.2. Tableau synthèse de la répartition par province des cas d'atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique

Localité	Personnes tuées	Catégorie d'auteurs				Personnes blessées
		Militaires	Policiers	Civils	Non identifiés	
Bubanza	2	0	0	0	2	0
Bujumbura Mairie	3	0	1	1	1	5
Bujumbura rural	-	-	-	-	-	-
Bururi	3	0	0	0	3	0
Cankuzo	0	0	0	0	0	1
Cibitoke	3	0	0	0	3	0
Gitega	5	0	3	1	1	9
Karuzi	3	0	0	2	1	0
Kayanza	3	0	0	1	2	0
Kirundo	3	0	0	1	2	1
Makamba	0	0	0	0	0	0
Muramvya	1	0	0	0	1	0
Muyinga	1	0	0	1	0	0
Mwaro	2	0	0	1	1	0
Ngozi	-	-	-	-	-	-
Rumonge	2	0	0	0	2	0
Rutana	0	0	0	0	0	0
Ruyigi	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>19</b>	<b>16</b>

## 3. CAS DE TORTURES, TRAITEMENTS INHUMAINS ET DEGRADANTS

Malgré que la situation actuelle des défenseurs des droits humains ne se prête pas à l'identification et la documentation des cas de torture et autres traitements inhumains et dégradants, quelques cas ont été rapportés par les victimes qui ont eu la chance de s'en sortir d'une manière ou d'une autre ou par les membres de leurs familles.

Voici ces quelques cas :

☞ Cinq personnes Jean de Dieu SINDAYIKENGERA, Diomède NAHAYO, Désiré MANIRAKIZA, Cyriaque NITUNGA et Alexandre BAZITUNGA, ont été arrêtées sur la colline Ruhororo, zone Mayuyu, commune Mukike, province Bujumbura Rurale, dans la nuit du 4 septembre 2016. Des sources sur place ont indiqué que ces personnes ont été arrêtées par GAHOMERA, commandant du camp militaire de Mujejuru qui

les a conduits à la position militaire de Mayuyu. Les témoins sur place ont affirmé que ces personnes ont subi des tortures. Trois d'entre eux sont des élèves.

☞ Le 6 septembre 2016, J. Baptiste RUGEMAMPUNZI de la colline Kigaga en commune Ntega en province Kirundo a été violemment battu, par des policiers du poste de Ntega qui l'accusaient de rentrer du Rwanda où il était allé chercher du travail.

☞ En date du 6 septembre 2016 vers 19 heures, Tharcisse KAZUNGU (38 ans), originaire de la colline Kibogoye, commune de Nyabihanga, province Mwaro, a été torturé par le chef de zone Nyabihanga. Il a été tabassé pour lui faire avouer qu'il voulait voler. Selon des sources sur place, la victime a été attrapée en flagrant délit de vol dans un champ de pomme de terre sur la colline Bisha, zone Makamba, commune Rusaka, province Mwaro. La police l'a ensuite récupérée et l'a conduite au cachot de Gihinga. Au cachot, le retenu présentait des gonflements au niveau des poignets et des traces de bâton sur son corps. Le présumé auteur a confirmé avoir tenté de commettre ce vol et a expliqué qu'il avait faim.

☞ Jean Albert NZISABIRA (25 ans), originaire de la colline de Kavumu, commune et province de Cankuzo a été torturé en date du 7 septembre 2016 par des policiers du commissariat provincial de Cankuzo. Selon des témoins sur place, ce jeune homme a été surpris, le même jour, par la population dans la brousse en possession de 3 grenades et trois chargeurs garnis de cartouches d'un fusil de type Kalachnikov. Il faisait partie d'une équipe d'autres jeunes qui ont réussi à prendre fuite. Selon des témoins, NZISABIRA a subi une torture atroce à telle enseigne qu'il respirait très difficilement et présentait aussi des gonflements au niveau de la tête et des bras. Ces mêmes sources ont affirmé avoir vu quatre retenus qui transportaient la victime au CDS Cankuzo en date du 8 septembre 2016. L'infirmier a exigé la radiographie.

☞ J. Marie MISIGARO, originaire de la colline Kigina en commune Ntega, province Kirundo a subi des traitements inhumains et dégradants de la part de l'administrateur communal Philippe NGABONZIZA. MISIGARO est membre de la coalition Amizero y'Abarundi. Il avait fui depuis trois mois vers la commune Busoni, par crainte pour sa sécurité. De retour le 12 septembre 2016, il a été arrêté par l'administrateur communal à son domicile et l'a amené à la police. La victime a été tabassée d'abord par l'administrateur avant que ce dernier ne donne des ordres aux Imbonerakure de continuer cette barbarie. La victime a été par la suite libérée.

☞ Diane NDAYIKENGURUKIYE âgée de 18 ans, serveuse à l'hôtel GET UP au centre de Cankuzo a été violée dans la nuit du 17 septembre 2016. Le présumé auteur de cet acte ignoble est Jean Luc MANIRAMBONA, secrétaire permanent à la permanence provinciale du parti CNDD-FDD de Cankuzo. En effet, selon des sources sur place, cette jeune fille a d'abord été accusée de vol de téléphone par ledit secrétaire permanent du parti CNDD/FDD à Cankuzo. Elle a, par la suite, été enlevée du lieu de son travail et embarquée à bord du véhicule de l'hôpital de Cankuzo par des policiers dirigés par Jean Luc MANIRAMBONA. Selon les mêmes sources, le gérant de l'hôtel aurait opposé une force contre ce kidnapping mais en vain. Il a fini par ouvrir la porte qu'il avait fermée suite à des menaces. Arrivé au commissariat, Jean Luc MANIRAMBONA a donné l'ordre aux policiers de rentrer au camp en leur expliquant qu'il ramenait la jeune fille à son lieu de travail c'est – à – dire à l'hôtel. En la ramenant à l'hôpital, il a intimé l'ordre au chauffeur de l'hôpital de Cankuzo Léon RUFURWE qui les conduisait de stopper le véhicule dans la brousse

se trouvant devant une maison en construction et de faire descendre la fille avant d'aller mettre le véhicule dans son garage de l'hôpital. La fille a été conduite, de force, dans cette maison en chantier malgré ses cris au secours. La fille a été violée jusqu'à ce que le violeur entende des voix des personnes qui passaient à côté de cette maison. Il a dû la laisser et partir. Le lendemain matin, la fille est allée consulter le médecin pour ses examens et soins de santé mais, après avoir su que c'est le secrétaire permanent du parti CNDD/FDD à Cankuzo qui a commis le forfait, le médecin directeur de l'hôpital a refusé de la consulter sans la présence de l'auteur. Elle n'a pu bénéficier de ces soins qu'en date du 19 septembre 2016 mais là aussi, suite au plaidoyer de la Coordinatrice du CDFC et la patronne de la victime. Le même jour, il s'est tenu une réunion de médiation qui a rassemblé le sous commissaire PSI Donatien, le sous commissaire PAF Jothan NIKORA et un magistrat au TGI du nom de Thierry HABARUGIRA et dans laquelle ils ont imposé à la victime d'accepter une somme de 150.000 FBU et d'abandonner la poursuite judiciaire. Ce magistrat est allé jusqu'à dire que, puisque les choses se sont passées pendant la nuit, la victime n'a qu'à se contenter de cette somme pour ne pas tout perdre puisqu'elle n'aurait pas de preuves. Le présumé auteur de la torture et du viol n'a jamais été inquiété.

☞ En date du 29 septembre 2016, Evariste KABURA, professeur au Lycée communal de Kabonga en commune Nyanza – Lac en province Makamba, a été arrêté et a subi des traitements inhumains et dégradants lui infligés par les Imbonerakure de Kabonga. Avec des blessures et des plaies sur son corps. Il a ensuite été ligoté et livré au SNR de Makamba. Il n'a été transféré au cachot de la PJ Makamba qu'après le plaidoyer des observateurs des droits humains. Il était accusé d'atteinte à la sécurité intérieure de l'État.

#### **4. CONCLUSION**

Le présent rapport vient de montrer que des violations des droits de l'Homme et allégations de violations, consécutives à la dégradation du contexte politique depuis le début de la contestation du troisième mandat du Président Pierre NKURUNZIZA continuent d'être enregistrées dans différents coins du pays. La hantise d'une rébellion imminente qui combat le pouvoir du Président Pierre Nkurunziza est la source de multiples cas de violations du droit à la vie, des cas de tortures, des cas de traitements cruels, inhumains ou dégradants, des cas d'arrestations arbitraires et illégales, des cas d'enlèvements suivis de disparitions forcées. Le phénomène des attaques armées et des cadavres démontre une fois de plus une situation sécuritaire précaire qui mérite une attention particulière. Les attaques armées se multiplient au jour le jour et des cadavres sont, sans cesse, découverts dans des cours d'eau et des buissons et cela démontre à suffisance que la situation sécuritaire se dégrade du jour au lendemain, dans tout le pays.

Les fosses communes qui, naguère, avaient été réfutées par le gouvernement de Bujumbura se découvrent petit à petit et le refus catégorique se transforme progressivement en silence tinté de mutisme politique. Bref, il n'y a pas de fumée sans feu.

Sous l'angle éducatif, les milliers d'enfants qui ne savent plus à quel Saint se vouer puisqu'ils sont expulsés du système scolaire par une politique éducative mal préparée sont sans lendemain ni avenir. Et dans une telle situation, tous les chemins mènent à Rome.

Tout cela montre que le pouvoir du CNDD/FDD devrait faire sienne tous les conseils promulgués par les sages de notre pays et la communauté internationale et accepter rapidement de s'asseoir sur la chaise de négociation avec tous les protagonistes du conflit burundais pour asseoir les bases d'une paix durable dans notre pays seule fondement d'un développement harmonieux de ce même pays.

Le gouvernement devrait aussi accepter de donner à ces milliers d'élève la chance de s'intégrer dans le système scolaire par voir de redoublement en classe de 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> année afin de passer un autre test l'année prochaine. Cela éviterait de nombreux problèmes qui seront causés par ces jeunes en débandade.

\*\*\*\*\*